

Parole d'excluEs : créer de l'inclusion sociale

Isabel Heck

Number 784, May–June 2016

La puissance de la création

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81904ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Heck, I. (2016). Parole d'excluEs : créer de l'inclusion sociale. *Relations*, (784), 28–29.

Parole d'excluEs : CRÉER DE L'INCLUSION SOCIALE

La créativité dans la lutte contre l'exclusion sociale est au cœur du travail de Parole d'excluEs à Montréal-Nord, qui fait émerger de nouveaux modèles de solidarité.

Isabel Heck

L'auteure, anthropologue et professeure associée à l'UQAM, est chercheure à Parole d'excluEs

Dans un contexte socioéconomique où les pratiques d'intervention sociale se tournent de plus en plus vers l'assistance individuelle et l'offre de services, Parole d'excluEs, un organisme à but non lucratif fondé à Montréal en 2006, développe des pratiques de mobilisation collectives, participatives, novatrices et transformatrices. Son pari: partir des réalités concrètes vécues par les populations affectées par la pauvreté et l'exclusion sociale pour élaborer des positions et des actions visant à transformer le système économique et politique afin qu'il soit producteur d'inclusion et non d'exclusion.

La créativité qui caractérise le modèle de Parole d'excluEs réside autant dans sa démarche de mobilisation large et inclusive des citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion sociale que dans la co-construction d'actions entre citoyens, intervenants communautaires et chercheurs. L'émergence de nouveaux modèles, tant en matière de participation citoyenne que de production et de répartition des richesses, est ainsi favorisée.

Écouter d'abord

Comme l'illustre son nom, l'un des fondements de l'approche de Paroles d'excluEs est la prise de parole de celles et ceux qui se font rarement entendre. Lorsque l'organisme s'établit dans un nouveau secteur d'intervention et y ouvre un local communautaire – en partenariat avec la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM), et avec l'Accorderie, un organisme qui propose un système économique alternatif basé sur l'échange de services entre individus et l'utilisation d'une « monnaie temps » –, on cherche d'abord à écouter les citoyens et les citoyennes du quartier. Sans projet ni domaine d'intervention prédéfinis, il s'agit de proposer une démarche dont la première étape consiste à les inviter à s'exprimer au sujet de leur réalité et de leurs conditions de vie. Avec l'aide de l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs¹, des animateurs et des responsables de la mobilisation travaillant au local communautaire, une étude de terrain est ainsi réalisée afin de dégager les besoins et les aspirations exprimés.



David Lafrance, *Nuit d'élection n° 1*, 2013, acrylique sur papier, 22 x 30 cm.
Artiste invité du n° 675 (mars 2002)

Cette étude vise à colliger le savoir citoyen et à faire ressortir une vision commune qui constituera la pierre d'assise pour les actions à développer. Les résultats sont validés ensuite par les gens du quartier en assemblée publique, puis ceux-ci sont invités à passer collectivement à l'action pour relever les défis identifiés. Un comité citoyen, distinct et autonome de Parole d'excluEs, mais qui est soutenu et accompagné par l'organisme, est ensuite formé. Ces premières étapes de l'intervention appor-

tent généralement déjà plusieurs changements concrets. Premièrement, l'établissement d'un local communautaire ouvert à la population conduit à la création d'un lieu citoyen dans le milieu de vie même des personnes. Deuxièmement, la valorisation, la mise en commun et la prise en compte du savoir expérientiel des personnes pour déterminer les domaines d'intervention leur donnent un pouvoir de décision sur le processus; troisièmement, des liens se créent et le tissu social se renforce par l'organisation d'activités collectives; quatrièmement, la création du comité citoyen signifie une reconnaissance des citoyens comme acteurs.

Ces hommes et ces femmes deviennent ainsi des acteurs à part entière qui ont un pouvoir d'agir sur leur quartier et leurs conditions de vie. C'est un changement considérable, car souvent, l'attitude première des gens que Parole d'excluEs essaie de mobiliser – et qui est profondément ancrée dans notre société – est de s'attendre à recevoir des services individuels venant répondre aux problèmes vécus. Cependant, une démarche où l'on invite les personnes à passer elles-mêmes à l'action et à mettre en branle des projets collectifs qui transforment plutôt qu'ils ne «réparent» leurs problèmes, demande du temps. Cela nécessite un changement de perspective et le développement d'une confiance dans leur capacité d'action – un processus qui peut être facilité, entre autres, par des réussites concrètes.

Le Système alimentaire pour tous

Regardons de plus près comment s'est construit un des projets majeurs issus de la démarche de Parole d'excluEs: le Système alimentaire pour tous. Lors de l'étude sur les besoins et aspirations des citoyens de l'îlot Pelletier, à Montréal-Nord², et grâce au lien de confiance créé, ces personnes soulèvent un problème important d'accès à l'alimentation dans le quartier. Le manque d'offre alimentaire à proximité fait en sorte que beaucoup de gens du secteur ont de la difficulté à se nourrir convenablement. Le faible tissu social et des difficultés économiques contribuent aussi au problème. Un comité citoyen pour la sécurité alimentaire est donc créé en 2009. Ses membres se mettent à planter des tomates derrière l'immeuble du local communautaire et proposent des idées telles qu'une épicerie communautaire, un groupe d'achat ou une cuisine collective. Une étude de faisabilité, réalisée par l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs, retient l'idée du groupe d'achat, qui est mis sur pied en 2009 et intégré à l'Accorderie. Les citoyens y participent fortement, ce qui contribue à renforcer les liens sociaux et à leur générer des revenus (ils sont rémunérés en «heures» lorsqu'ils aident, par exemple, à préparer des commandes, «heures» qu'ils peuvent ensuite échanger contre d'autres services).

Parallèlement, d'autres projets prennent forme dans le secteur. Par exemple, un grand stationnement désaffecté d'une surface de 1000 m² derrière le local communautaire –jadis associé à un lieu de prostitution et de vente de drogue– est désasphalté et converti en espace de socialisation. Baptisé La Voisinierie, cet espace intègre des jeux pour enfants ainsi qu'un jardin collectif géré par le comité citoyen en sécurité alimentaire.

En 2010, Parole d'excluEs est interpellé par la table de concertation du quartier pour réaliser un projet plus ambitieux, financé par la Direction de la santé publique, toujours en ma-

tière de sécurité alimentaire à Montréal-Nord. Un comité de suivi en sécurité alimentaire est alors mis sur pied pour développer une vision commune de cet enjeu et travailler à des solutions. Il regroupe aujourd'hui 18 organismes de Montréal-Nord et de ses environs, incluant le comité citoyen de l'îlot Pelletier. Afin d'ancrer la réflexion plus largement dans la communauté, un rendez-vous annuel d'accès à l'alimentation est organisé depuis 2013, qui mobilise des citoyens, des acteurs communautaires et institutionnels ainsi que des chercheurs. Des projets concrets tels des marchés festifs sont expérimentés et répétés au fil des ans.

Peu à peu, un projet plus structurant et intégrant diverses initiatives se dégage de la démarche: le Système alimentaire pour tous. Sortant de la logique spéculative tout autant que de celle de la charité, il se base sur la réciprocité, l'interdépendance, l'implication citoyenne, le développement du pouvoir d'agir et la collaboration entre acteurs pour répondre à un triple objectif: garantir, dans la dignité, un accès à une alimentation saine et abordable pour tous; renforcer le lien social; générer des revenus. Au cœur de ce système se trouve la coopérative de distribution alimentaire Panier Futé Coop, fondée en 2014, qui livre des aliments à des points de chute et à laquelle tous les membres contribuent activement en y investissant trois heures par mois. Pensé comme une filière alimentaire, le Système alimentaire pour tous intègre aussi la production et la transformation des aliments, et permettra graduellement de fédérer des organismes et des entreprises partageant ses valeurs tout en leur permettant de conserver leur pleine autonomie.

Ces hommes et ces femmes deviennent ainsi des acteurs à part entière qui ont un pouvoir d'agir sur leur quartier et leurs conditions de vie.

Si le système n'est pas encore opérationnel dans son ensemble –un poste de coordination vient d'être créé en février 2016–, son développement incarne toutefois clairement un processus innovant et graduel qui a commencé par quelques plants de tomates, pour ensuite donner naissance à un groupe d'achat et à un jardin collectif, avant de constituer une solution plus structurante. La clé du type d'initiatives menées par Parole d'excluEs réside vraiment dans l'écoute des besoins exprimés par les citoyens et une approche inclusive de co-construction de projets entre citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion, intervenants sociaux et chercheurs, pour créer de nouveaux modèles qui visent la transformation sociale. ☺

1. Unité de recherche affiliée au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs est un lieu de réflexion et «d'incubation» des problèmes et questionnements soulevés sur le terrain.

2. Jean-Marc Fontan et Patrice Rodriguez, «Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'îlot Pelletier. Synthèse des recherches effectuées: similitudes et différences des différents acteurs rencontrés», *Cahiers de l'ARUC*, 2009.